

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 10 novembre 2025

Faits saillants

- Une déclaration d'intention a été conclue pour réduire les surtaxes douanières US à 15 %
- La Suisse est officiellement de retour dans le programme de recherche Horizon Europe
- MSC Croisières annonce la commande de deux nouveaux navires aux Chantiers de l'Atlantique

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 13/11	Var. vs 06/11
EUR/CHF	0,9241	- 0,8 %
USD/CHF	0,7954	- 1,7 %
SMI	12741	+ 3,6 %
Taux 10a	0,171 %	+ 2 pb

Relations Suisse – Etats-Unis

Droits de douane : La Suisse a conclu avec les États-Unis une déclaration d'intention aboutissant à une réduction à 15 % des surtaxes douanières de 39 % appliquées depuis août aux biens helvétiques. Le Conseil fédéral dit s'être fondé sur le mandat de négociation adopté en mai dernier et sur l'offre présentée début août, visant à réduire le déficit commercial bilatéral des États-Unis. Pour ainsi faire, la Suisse s'engage à diminuer ses propres droits de douane sur une série de produits américains, comme le poisson et fruits de mer et certains produits agricoles non sensibles ; pour la viande, la Suisse a consenti à octroyer des contingents tarifaires bilatéraux en franchise douanière. L'entrée en vigueur de ces mesures sera synchronisée avec celle des réductions américaines, attendue dans les prochains jours ou semaines, afin de garantir une mise en œuvre simultanée et équilibrée. La déclaration, non contraignante, stabilise à ce stade les relations commerciales entre les deux pays et offre une sécurité juridique accrue aux exportateurs suisses les plus touchés, qui bénéficieront d'un taux aligné sur celui appliqué aux principaux partenaires commerciaux comme l'Union européenne, le Japon ou la Corée du Sud. Toutefois, les acteurs économiques, bien que soulagés, rappellent que la compétitivité des exportateurs suisses reste fragilisée par la force du franc et par le maintien de droits de douane encore élevés.

Investissements : La déclaration entre la Suisse et les Etats-Unis mentionne l'intention d'entreprises suisses de réaliser 200 Md USD d'investissements directs aux États-Unis d'ici fin 2028, incluant des projets visant à renforcer la formation professionnelle. Selon le Représentant américain pour le commerce, Jamieson Greer, qui a rencontré le Conseiller fédéral Guy Parmelin le 13 novembre, à Washington, des entreprises suisses s'engagent à localiser une grande partie de leur production aux États-Unis, notamment dans le domaine pharmaceutique, de la fonte de l'or et des équipements ferroviaires. La Confédération dit ne pas pouvoir pas publier la liste des firmes concernées en raison des implications boursières.

Pharma : Alors que l'industrie pharmaceutique suisse n'a pas été visée par les surtaxes douanières, le secteur est néanmoins concerné par des évolutions majeures dans la relation avec les Etats-Unis. Il pourrait d'abord être le premier contributeur des investissements privés promis outre-Atlantique, dans la lignée de l'ouverture communiquée cette semaine par Novartis d'un nouveau site de

production de thérapies par radioligands en Californie, s'inscrivant dans son plan d'investissement déjà annoncé de 23 Md USD aux Etats-Unis. Selon la secrétaire d'Etat à l'économie, Helene Budliger Artieda, moins de médicaments seront fabriqués en Suisse à l'avenir et davantage aux Etats-Unis. Par ailleurs, le gouvernement américain a lancé un projet pilote de cinq ans visant à aligner les prix des médicaments du programme public Medicaid sur la moyenne des tarifs pratiqués dans huit pays de référence, dont la Suisse. Cette initiative, qui impose aux laboratoires pharmaceutiques de divulguer leurs prix nets internationaux, suscite l'inquiétude d'Interpharma, la faïtière des entreprises pharmaceutiques suisses. Celle-ci craint une pression à la baisse sur les prix helvétiques, ainsi qu'un risque de retard ou de non-commercialisation de traitements innovants en Suisse, les fabricants évitant de lancer des médicaments à bas prix dans de petits marchés pour ne pas influencer négativement les tarifs américains. Interpharma appelle donc à une modernisation du système suisse de fixation des prix, incluant une comparaison internationale en parité de pouvoir d'achat et l'introduction d'un prix provisoire dès l'autorisation de mise sur le marché, tout en reconnaissant que de telles mesures pourraient entraîner une hausse des primes d'assurance maladie.

Macroéconomie

Accords UE-Suisse : Le Conseiller fédéral à l'économie, la formation et la recherche, Guy Parmelin, et la Commissaire européenne aux startups, recherche et innovation, Ekaterina Zaharieva, ont signé [l'accord sur les programmes de l'UE](#) (EUPA), permettant à la Suisse d'être à nouveau associée au programme de recherche Horizon Europe, ainsi qu'aux programmes Euratom et Digital Europe, avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025. Cet accord, qui fait partie du paquet d'accords plus large entre la Suisse et l'Union européenne, bénéficie donc d'une procédure accélérée mais provisoire : sa mise en œuvre durable dépendra de la ratification de l'ensemble du paquet. Plus précisément, depuis le début de l'année, les institutions de recherche suisses peuvent répondre aux appels à projets Horizon Europe, la Confédération garantissant le financement en cas de sélection. Désormais, grâce à l'accord EUPA, ce financement sera assuré directement par la Commission européenne. En contrepartie, la Suisse versera une contribution annuelle obligatoire, qui s'élèvera en 2026 à 611 M CHF, contre 630 M CHF cette année. Trois autres programmes sont également concernés par l'EUPA, avec des échéances distinctes : la participation à ITER est prévue dès 2026, celle à Erasmus+ à partir de 2027. Quant à la participation au programme de santé, EU4Health, elle ne sera entérinée qu'avec l'entrée en vigueur du paquet global d'accords entre la Suisse et l'UE.

Marché du travail : Au 3^{ème} trimestre, le taux de chômage au sens du BIT (Bureau international du travail) s'est élevé à 5,1 % (+0,5 pts par rapport au 2^{ème} trimestre et +0,4 pt en un an), concernant désormais 261 000 personnes, selon l'Office fédéral de la statistique. Il s'est élevé dans le même temps à 5,9 % au sein de l'Union européenne (+0,1 pt en un an). Le chômage des jeunes en Suisse a quant à lui légèrement reculé, passant de 10,9 % à 10,5 % sur un an. En parallèle, le nombre d'actifs occupés en Suisse a augmenté de +0,4 %, en glissement annuel, atteignant 5,4 millions, hausse tirée par les travailleurs étrangers (+1,6 %), tandis que ce nombre a diminué chez les personnes de nationalité suisse (-0,3 %).

Finances publiques : Le Conseil fédéral a adopté une [annonce tardive](#) concernant le budget 2026, liée à des recettes fiscales supplémentaires provenant du canton de Genève. Ces recettes, issues de l'impôt fédéral direct sur les bénéfices de certaines entreprises genevoises, sont en effet plus élevées que prévu et s'élèvent à 290 M CHF au budget général de la Confédération pour 2026, offrant au Parlement la possibilité d'augmenter temporairement les dépenses dans le respect des exigences du frein à l'endettement.

Secteurs non financiers

Industrie navale : L'armateur genevois MSC Croisières a annoncé la commande de deux nouveaux navires aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire pour 3,5 Mds EUR. La livraison de ces deux paquebots, les septième et huitième de la série "World Class", transportant plus de 6 700 passagers, est prévue respectivement en 2030 et 2031 (la construction débutant en 2029). En comptant les deux autres navires de la série World Class signés en mai dernier à l'occasion du Sommet Choose France,

cela porte à un total de près de 7 Mds EUR la valeur des navires commandés par MSC Croisières aux Chantiers de l'Atlantique en 2025 uniquement. Ces commandes se rajoutent aux 2 navires de la série World Class déjà en construction, ce qui élève à 10,5 Mds EUR le montant des investissements directs totaux engagés actuellement par MSC Croisières en France.

Ferroviaire : Les Chemins de fer fédéraux (CFF) ont annoncé l'attribution d'un important contrat de 2,1 Mds CHF à l'allemand Siemens Mobility pour la fourniture de 116 rames à deux étages destinées principalement au RER zurichois et à l'Arc lémanique, écartant ainsi le constructeur suisse Stadler Rail. Selon le directeur général Vincent Ducrot, l'offre de Siemens s'est démarquée par ses coûts d'investissement, ses charges d'exploitation et ses critères de durabilité. La production aura lieu en Allemagne, et l'entretien, en Suisse. L'annonce a suscité une vive déception chez Stadler Rail et des réactions politiques contrastées, certains accusant notamment les traditionnels défenseurs de la concurrence et d'optimisation des coûts publics de paradoxalement soutenir cette fois-ci une préférence nationale sur les appels d'offres de marchés publics. Stadler pourrait envisager un recours devant le Tribunal administratif fédéral.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay